



# APPEL DE PARIS

Forum de la Société  
civile Européenne

30 Juin 2022

# L'APPEL DE PARIS

Nous, **participants au Forum de la société civile européenne, organisé le 30 juin 2022 à Paris**, accueillons chaleureusement les conclusions adoptées à l'issue de la Conférence sur l'Avenir de l'Europe (CoFoE) et appelons à des efforts ambitieux et immédiats pour les mettre en œuvre.

Nous énonçons dans cette déclaration notre vision de l'avenir de l'Europe ainsi que le rôle de la société civile dans sa réalisation, à travers le développement d'un dialogue civil ouvert, transparent, structuré et efficace avec les institutions de l'Union européenne et les États membres, et notre implication étroite dans le processus décisionnel menant à des réformes politiques, législatives et des traités.

**1** Nous sommes convaincus que l'avènement d'une UE juste sur le plan social et environnemental est la condition préalable à la réalisation d'**un avenir européen inclusif et durable pour ses citoyennes et citoyens**. Pour cela, une **réforme des objectifs économiques de long terme de l'UE** est indispensable, car la croissance économique infinie ne peut constituer un but viable dans un monde aux ressources limitées. Un modèle soutenable doit y être substitué, qui permette de lutter contre les inégalités et les injustices sociales, raciales et de genre, en prenant en compte la complexité de leurs interactions. **Nos activités économiques doivent être axées sur le bien-être et la santé, des emplois de qualité et l'accès aux services sociaux, tout en respectant les limites écologiques de la planète.**

Dans ce but, nous demandons aux institutions européennes et aux États membres :

- D'instaurer un **salair e minimum adéquat, obligatoire et paritaire dans toute l'UE**, y compris en interdisant les salaires minimums spécifiques aux jeunes, afin de, par exemple, protéger les femmes qui sont employées à temps partiel ou occupent des postes précaires plus souvent que les hommes.
- D'offrir une **protection sociale forte dans toute l'UE, conformément aux 20 principes du socle européen des droits sociaux**, comprenant l'accès à un salaire minimum garanti, des services sociaux abordables, des soins de longue durée et la santé, l'accueil de la petite enfance pour tous et l'éducation, des logements de qualité pour tous, et de prioriser **l'éradication de la grande pauvreté**.
- **De traiter les inégalités sur le marché du travail, y compris les défis spécifiques aux jeunes**, en utilisant un instrument juridique, en interdisant les stages non-rémunérés dans l'UE, en mettant en œuvre la garantie renforcée pour la jeunesse et en fournissant des emplois de qualité, le tout en étroite collaboration avec les organisations de jeunesse.
- **D'introduire des taxes sur le transport aérien, les produits de luxe et les émissions polluantes**, de s'engager à **lutter activement contre l'évasion fiscale et la corruption** et de

supprimer les déductions fiscales accordées aux entreprises polluantes, afin de **recupérer des recettes que les Etats pourront investir dans des politiques sociales.**

**Par ailleurs, reconnaissant** que les enjeux liés à l'environnement et au changement climatique sont si importants qu'ils ne peuvent être résolus de façon isolée et sans agir sur les politiques économiques, fiscales et énergétiques existantes,

**Soulignant** que nous devons accroître nos ambitions et accélérer nos actions dans la lutte contre le changement climatique, afin de garantir l'accès des populations à des espaces de vie sains et sûrs et à des ressources suffisantes,

**Notant** que, pour remplir ces objectifs, la participation publique aux processus de décision en matière environnementale est indispensable, et qu'elle est pourtant limitée dans les faits par le manque de transparence des instances de décision et par la complexité des voies de contestation des actes européens en matière environnementale, qui n'existent que via un accès indirect à la Cour de Justice de l'UE,

**Rappelant** que les voies de contestation et de participation reposent aussi sur la capacité des citoyens et des organisations de la société civile à investir l'espace civique, en exerçant leurs libertés de rassemblement, d'expression et d'association, et leur droit d'accès à l'information,

**Nous demandons aux institutions européennes et aux Etats membres :**

- De **réformer de la gouvernance macroéconomique de l'UE**, y compris le processus du semestre européen, et notamment l'établissement des nouvelles règles de flexibilité.
- D'adopter un **Pacte de durabilité et de bien-être** fondé sur des objectifs de justice environnementale, sociale, raciale et de genre.
- De **fonder** systématiquement **les politiques européennes en matière d'environnement et de climat sur une solide analyse préalable des inégalités existantes**, afin de garantir que ces politiques atteignent leurs objectifs environnementaux et contribuent à des sociétés plus équitables.
- De **protéger les droits environnementaux garantis par la Convention d'Aarhus**, ainsi que les libertés de rassemblement, d'expression et d'association et les droits d'accès à l'information, de manifestation et à la vie privée.
- D'**implémenter les Objectifs de développement durable (ODD) dans l'élaboration des politiques publiques environnementales**, au niveau local, régional et national.

## 2

Puisque la légitimité et la confiance dans nos démocraties reposent avant tout sur la capacité des politiques à respecter les droits et la dignité de chacun, et à répondre aux besoins de toutes les personnes dans leur diversité, il est **essentiel d’y associer de façon systématique et concrète les organisations de la société civile**. Puisque nos organisations ont été établies par et pour les personnes vivant sur le territoire de l’Union, puisque nos salariés et bénévoles agissent quotidiennement sur le terrain, **nous sommes un rouage indispensable pour identifier les besoins réels des populations**. Par l’action quotidienne de nos salariés et bénévoles, nous concrétisons les valeurs européennes partagées, **nous témoignons des situations de précarité et y apportons des réponses**, tout en alertant sur les insuffisances ou l’impact des politiques publiques, et nous sommes **souvent les premiers à répondre aux urgences** sociétales, comme l’ont montré récemment la pandémie de COVID-19 et l’invasion de l’Ukraine par la Russie et leurs conséquences.

Pour toutes ces raisons, nous demandons l’adoption d’une **Stratégie européenne pour la société civile** visant à donner davantage de moyens d’action à la société civile, à s’engager avec elle, à la soutenir et à la protéger. Cette stratégie devrait inclure :

- La conclusion d’un **accord inter-institutionnel sur un dialogue civil européen** pour la mise en œuvre de l’article 11 des traités de l’UE, afin d’harmoniser les normes, les procédures et les mécanismes du dialogue civil au sein des institutions de l’UE et des États membres, ainsi qu’au sein des dialogues sectoriels et transversaux.
- L’**implication étroite des organisations de la société civile** dans la définition et la détermination de tout processus de **suivi de la CoFoE**, y compris une Convention pour la révision des traités.
- L’élaboration de **critères d’éligibilité** pour les organisations de la société civile participant au **dialogue civil**, critères qui garantissent **l’égalité, la diversité, l’inclusion, la légitimité et la représentativité**, notamment en permettant la participation des organisations de la société civile de pays hors de l’UE qui sont impactés par les politiques européennes.
- Le **financement** assuré pour la **participation de la société civile au dialogue civil**, tant au niveau européen que national, notamment pour garantir aux groupes les plus vulnérables et marginalisés l’accès aux processus démocratiques.
- La **transparence** à toutes les étapes des **processus décisionnels de toutes les institutions de l’UE**, allant de la proposition d’une politique ou d’une législation à son adoption finale, et l’implication de la société civile.

- Le **renforcement du Rapport annuel sur l'État de droit** relatif à « l'environnement favorable à la société civile », en consacrant un **nouveau pilier à l'espace civique** qui comprendrait des recommandations spécifiques par pays.
- La réalisation d'une **évaluation d'impact sur la manière dont les lois européennes pourraient affecter l'État de droit et l'espace civique** et, lorsque de tels cas sont identifiés, la proposition de mesures correctives. De même, la création d'un **test jeunesse de l'UE** – un outil d'évaluation d'impact européen qui verrait toutes les politiques à travers le prisme de la jeunesse, en consultant des experts et des représentants de la jeunesse, et analyserait l'impact des politiques sur la jeunesse et proposerait des mesures d'atténuation à mettre en œuvre si un impact négatif est identifié.
- La création d'un **pilier distinct** qui serait consacré à la société civile dans le **Plan d'action pour la démocratie européenne**.
- La promotion d'un **environnement favorable à la société civile** par un soutien politique, financier et législatif des organisations de la société civile.
- L'élaboration d'un **Statut européen pour les organisations, associations et fondations à but non lucratif** qui donnerait une véritable place aux organisations de la société civile à côté des acteurs à but lucratif et publics et favoriserait leur reconnaissance, ainsi que la suppression d'obstacles à la coopération et aux dons transfrontaliers.
- La mise en place de **financements opérationnels de long terme**, destinés à couvrir les frais de fonctionnement des organisations de la société civile et des associations et à garantir la pérennité de leurs structures, afin qu'elles ne dépendent pas des financements par projets, ainsi qu'un **accès transparent aux fonds structurels et de relance**.
- La promotion d'une **meilleure connaissance et compréhension des organisations de la société civile** et des associations et le **soutien à la recherche** sur ce sujet à l'échelle européenne.
- La **coordination avec les structures existantes** qui sont des acteurs institutionnels clés pour les **activités de démocratie participative**.

Nous soulignons aussi que :

- Lors de la réforme des traités de l'UE, **une révision de l'article 11, et en particulier du paragraphe 2, devrait être une priorité** afin de garantir l'inclusion systématique de la société civile à toutes les étapes des processus décisionnels des institutions de l'UE, et d'accorder au dialogue civil un statut comparable au dialogue social.

- Nous appelons à une **Convention pour la révision des traités de l'UE**, afin de renforcer les compétences européennes, de surmonter le veto national et de permettre à l'UE de répondre suffisamment rapidement et efficacement aux demandes et aux besoins des citoyens. Ce processus doit être ouvert et participatif et il doit inclure les organisations de la société civile.
- L'UE devrait **achever la réforme de la loi électorale de l'UE**, suite à une initiative du Parlement européen, pour permettre, par exemple, des listes électorales transnationales et accorder le droit de vote dès l'âge de 16 ans.
- L'UE devrait également **intensifier ses efforts d'élargissement** car l'Europe s'étend bien au-delà de l'UE et les valeurs qu'elle défend doivent être préservées plus que jamais en ces temps dramatiques afin de garantir un paysage géopolitique sûr en Europe.

L'établissement d'un dialogue civil ouvert, transparent, structuré et efficace entre les organisations de la société civile et les institutions de l'UE et les États membres est une nécessité absolue pour améliorer et renforcer le processus décisionnel et politique de l'UE, et pour renforcer la démocratie et la confiance que les citoyens accordent à la gouvernance.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont énormes. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrons faire la différence. En tant qu'organisations de la société civile, nous sommes prêts pour le changement ! Êtes-vous prêt.e.s à dialoguer?



**PARIS**

**DECLARATION**

**European Civil Society Forum**

30 June 2022

# THE PARIS DECLARATION

We, participants of the European Civil Society Forum, organised on 30 June 2022 in Paris, warmly welcome the conclusions adopted at the end of the Conference on the Future of Europe (CoFoE) and call for ambitious and immediate efforts to implement them.

We set down in this Declaration our vision for the future of Europe as well as civil society's role in its achievement, through the development of an open, transparent, structured and effective civil dialogue with the European Union institutions and Member States and our close involvement in the decision-making process leading to policy, legislative and Treaty reforms.

**1** We are convinced that a socially and environmentally just EU is the precondition for achieving **an inclusive and sustainable European future for its citizens**. This requires a **reform of the EU's long-term economic objectives**, as infinite economic growth cannot be a viable goal in a world with finite resources. Instead, a sustainable model that tackles social, racial and gender inequalities and injustices, taking into account the complexity of their interactions, must be adopted. **Our economic activities must focus on delivering well-being and health, quality jobs and access to social services, while respecting the ecological limits of the planet.**

To this end, we call on EU institutions and Member States to:

- Establish an **adequate, binding and equitable minimum income across the EU**, including through banning youth-specific minimum income, for the purpose of, for instance, protecting women who are employed on a part-time basis or hold precarious positions more often than men.
- Provide **strong social protection across the EU, in accordance with the 20 principles of the European Pillar of Social Rights (EPSR)**, including access to a guaranteed minimum wage, affordable social services, access to long-term care and health, childcare for all and education, quality housing for all, and prioritise the **eradication of extreme poverty**.
- **Address labour market inequalities, including youth-specific challenges**, by using a legal instrument, banning unpaid internships in the EU, implementing the reinforced Youth Guarantee, and providing quality jobs, all in close cooperation with youth organisations.
- **Introduce taxes on air transport, luxury goods and polluting emissions**, commit to **actively fighting tax evasion and corruption** and abolish tax deductions for polluting companies, in order to **recover revenues that states can invest in social policies**.

**Furthermore, recognising** that the challenges related to the environment and climate change are so important that they cannot be solved in isolation and without changing existing economic, fiscal and energy policies,

**Emphasising** that we need to increase our ambitions and accelerate our actions in the fight against climate change, in order to ensure that people have access to healthy and safe living spaces and sufficient resources,

**Noting** that public participation in environmental decision-making processes is essential to achieve these objectives, yet is limited in practice by the lack of transparency of decision-making bodies and by the complexity of the channels for challenging European environmental acts, which exist only through indirect access to the EU Court of Justice,

**Recalling** that the channels of contestation and participation also rely on the capacity of citizens and civil society organisations to occupy the civic space, by exercising their freedoms of assembly, expression and association, and their right of access to information,

**We ask European institutions and Member States to:**

- **Reform the EU's macroeconomic governance**, including the European Semester process, and including the establishment of new flexibility rules.
- **Adopt a Sustainability and Well-Being Pact** based on environmental, social, racial and gender justice goals.
- Systemically **base EU environment and climate policies on a solid prior analysis of existing inequalities**, to ensure that these policies achieve their environmental objectives and contribute to more equitable societies.
- **Protect environmental rights guaranteed by the Aarhus Convention**, as well as the freedoms of assembly, expression, association and the rights to access information, to demonstrate and to privacy.
- **Implement the Sustainable Development Goals (SDGs) in the development of environmental public policies**, at the local regional and national levels.

**2** Since legitimacy and trust in our democracies rest above all else on politicians’ capacity to respect the rights and dignity of everyone and to respond to the needs of all people in their diversity, it is **essential to involve civil society organisations in a systematic and concrete manner**. Since our organisations were established by and for the people living in the Union's territory, and since our employees and volunteers are active on the ground on a daily basis, **we are an essential link in identifying the real needs of the people**. Through the daily action of our employees and volunteers, we give tangible substance to the shared European values, **we bear witness to situations of precariousness and provide responses to them**, while at the same time alerting people to the inadequacies or impact of public policies, and we are **frequently the first to respond to societal emergencies**, as the COVID-19 pandemic and Russia's invasion of Ukraine and their consequences have shown recently.

For all these reasons, we call for the adoption of a **European Strategy on Civil Society** to empower, engage with, support and protect civil society. This strategy should include:

- The conclusion of an **inter-institutional agreement on EU civil dialogue** for the implementation of Article 11 of the EU Treaties, in order to harmonise civil dialogue standards, procedures and mechanisms across EU institutions and Member States, and across sectoral and transversal dialogue.
- The **close involvement of civil society organisations** in the definition and determination of any **CoFoE follow-up** process, including a Convention for the revision of the Treaties.
- The development of **eligibility criteria** for civil society organisations participating in the **civil dialogue** that guarantee **equality, diversity, inclusiveness, legitimacy and representativeness**, including by enabling the participation of civil society organisations from non-EU countries that are impacted by European policies.
- Secure **funding** for the **participation of civil society in civil dialogue** at both the European and national levels, especially to ensure that the most vulnerable and marginalised groups have access to democratic processes.
- **Transparency** at all stages of the **decision-making processes of all EU institutions**, from the proposal of a policy or legislation to its final adoption, and the involvement of civil society.
- The **strengthening** of the **Rule of Law Annual Report** on the “enabling environment for civil society” by dedicating a **new pillar to civic space** that would include country specific recommendations.
- The undertaking of an **impact assessment of how European laws could impact the rule of law and civic space** and, where such instances are identified, the provision of a remedy. Also, the creation of an **EU Youth Test** – an impact assessment tool at EU level that would see all

policymaking through a youth lens, by consulting with youth experts and youth representatives, and analyse policies' impact on youth and propose mitigation measures to be implemented if a negative impact is identified.

- The creation of a **separate pillar** dedicated to civil society in the **EU Democracy Action Plan**.
- The promotion of a **favourable environment for civil society** through political, financial and legal support to civil society organisations.
- The development of a **European Statute for Non-Profit Organisations, Associations and Foundations**, which would give a real place to civil society organisations alongside for-profit and public actors and would promote their recognition, and the removal of barriers to cross-border cooperation and cross-border giving.
- The implementation of **operational long-term funding**, designed to support the functioning of civil society organisations and associations and to guarantee the protection of their structures, in order to prevent dependance on project-oriented funding, as well as transparent **access to structural and recovery funds**.
- The provision of **better knowledge and understanding of civil society organisations** and associations and **supporting research** on this subject at the European level.
- **Coordination with existing structures** that are key institutional actors for **participatory democracy activities**.

**We also wish to highlight that:**

- When reforming the EU Treaties, **a revision of Article 11, and in particular paragraph 2, should be a priority** in order to ensure the systematic inclusion of civil society in all stages of the decision-making processes of the EU institutions, and to give civil dialogue a status comparable to that of social dialogue.
- We call for a **Convention for the revision of the EU Treaties**, to strengthen European competences, overcome the national veto and allow the EU to respond quickly and effectively enough to citizens' requests and needs. This process should be open, participative and it must include civil society organisations.
- The EU should **complete the reform of EU electoral law**, following an initiative of the European Parliament, to enable, for instance, transnational electoral lists and grant the right to vote from the age of 16.

- The EU should also **upscale EU enlargement efforts** because Europe extends far beyond the EU and the values that Europe stands for need to be preserved more than ever in these dramatic times, in order to ensure a secure geopolitical landscape in Europe.

The establishment of an open, transparent, structured and effective civil dialogue between civil society organisations and EU institutions and Member States is an absolute necessity to improve and strengthen the EU's decision-making and policy-making process, and to enhance democracy and citizens' trust in governance.

The challenges we face are enormous. Only by working together can we make a difference. As civil society organisations, we are ready for change! Are you ready for dialogue?